

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Rennes, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO

ZI DE QUEMPER GUEZENNEC
USINE
22260 Quemper-Guezennec

Références : 2025.159
Code AIOT : 0005500350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2025 dans l'établissement TIMAC AGRO implanté ZI DE QUEMPER GUEZENNEC USINE 22260 QUEMPER-GUEZENNEC. L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2025 relative au vieillissement des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO

- ZI DE QUEMPER GUEZENNEC USINE 22260 QUEMPER-GUEZENNEC
- Code AIOT : 0005500350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

TIMAC AGRO est spécialisé dans la fabrication d'amendement calcaire, d'engrais minéraux et de biostimulants foliaires liquides pour les plantes.

Le site de Pontrieux est classé SEVESO SEUIL BAS au titre de la rubrique 4510 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1) de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Demande d'action corrective	2 mois
4	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective	2 mois
5	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
7	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
8	8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	9) SGS - PMII	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Demande d'action corrective	2 mois
10	10) Emissions diffuses de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose de plusieurs équipements soumis à la réglementation en matière de vieillissement des installations industrielles, dont les dispositions figurent à la section 1 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Ces équipements sont contrôlés à échéances régulières mais les vérifications réalisées ne correspondent pas toujours au minimum demandé par la réglementation. De plus, l'exploitant définit les contrôles et les suit mais ces équipements ne font l'objet d'aucun dossier présentant leur état initial et la stratégie mise en œuvre pour leurs contrôles, afin de répondre aux exigences de l'arrêté ministériel susmentionné et de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées Seveso.

Néanmoins, certains réservoirs et certaines tuyauteries pourraient possiblement faire l'objet d'une exclusion du champ d'application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susmentionné en matière de vieillissement, sous réserve de la démonstration apportée par l'exploitant selon laquelle une défaillance sur ces équipements ne serait pas susceptible de générer un risque environnemental important.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée :
Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

L'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 s'applique au site.

L'exploitant connaît la section 1 « Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements » et a réalisé le recensement de ses équipements soumis. Le site présentant peu d'équipements, la mise à jour de cette liste ne leur demande pas de veille spécifique. Le coordinateur QHSE est nécessairement dans la boucle en cas de nouvel équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a présenté son fichier de suivi de l'ensemble des cuves de produits liquides dans lequel apparaissent distinctement les 3 réservoirs soumis au PM2I.

Le recensement des réservoirs soumis a été réalisé par croisement des volumes et des mentions de dangers des produits contenus.

L'inspection a vérifié ce recensement par analyse des plans, de FDS par sondage et par une visite terrain. L'étude de dangers montre des incohérences sur la nomination et les volumes de certains produits stockés.

L'exploitant a précisé que ces réservoirs sont équipés d'une association de rétentions surveillées et donc permettant d'éviter tout risque d'écoulement dans l'environnement.

L'inspection précise qu'une exclusion de ces réservoirs est éventuellement possible si l'exploitant démontre qu'une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental

est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement (guide DT90).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se positionnera sur la soumission de ses trois réservoirs à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, ou justifiera son choix de les exclure par l'analyse demandée. Il corrigera les incohérences dans l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : 3) Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
Prescription contrôlée : 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)
Constats : Les réservoirs n'ont pas d'état initial. L'exploitant justifie cette absence par le fait qu'ils sont anciens (antérieurs à l'arrêté) et qu'il n'a aucune donnée sur leur construction. L'ensemble des contrôles réalisés est archivé. Un programme d'inspection a été présenté à l'inspection et comprend une inspection mise en œuvre annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un état initial de chacun des réservoirs soumis, comprenant les informations en sa possession sur les caractéristiques et celles obtenues suite aux contrôles réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

L'exploitant suit le guide DT94 pour le contrôle de ses réservoirs et notamment son annexe 7, relative aux réservoirs composites et thermoplastiques.

Il réalise une inspection annuelle. Cette inspection correspond à une visite de routine (exigée annuellement dans le DT94) ainsi qu'à une visite externe détaillée (exigée à minima tous les 5 ans dans le DT94).

Un outil de suivi des contrôles réglementaires a été présenté (tableur informatique). Il permet de suivre les échéances de contrôles.

Aucune visite hors exploitation détaillée n'a été réalisée, bien qu'exigée à minima tous les 10 ans par le guide DT94.

De plus, les inspections externes détaillées sont réalisées par du personnel interne, et non par des inspecteurs externes au sens du paragraphe 9 du guide DT94.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder, pour l'ensemble de ses réservoirs soumis au PM2I (selon le résultat du recensement et d'analyse des éventuelles exclusions), aux inspections minimales demandées par la réglementation, par du personnel qualifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante

<p>au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</p> <p>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</p> <p>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</p> <p>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</p> <p>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</p> <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son fichier de suivi de l'ensemble des tuyauteries de dépotage de produits liquides dans lequel apparaît distinctement la tuyauterie soumise au PM2I. Elles ont toutes un diamètre nominal égal à DN 80, qu'il serait opportun de préciser sur le fichier.</p> <p>L'inspection a vérifié ce recensement par analyse des plans, de FDS par sondage et par une visite terrain.</p> <p>Cette tuyauterie peut également être exclue suivant la même démonstration que pour les réservoirs de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précisera le diamètre des tuyauteries sur le fichier de suivi.</p> <p>Il se positionnera sur la soumission de cette tuyauterie ou son exclusion (justification par l'analyse demandée).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Comme pour les réservoirs, l'exploitant n'a pas réalisé d'état initial pour la tuyauterie. L'ensemble des contrôles réalisés est archivé. Un programme d'inspection a été présenté à l'inspection et comprend une inspection mise en œuvre annuellement. L'exploitant a informé que cette tuyauterie, ainsi que toutes celles servant de dépotage, seront changées cet été.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un état initial de sa tuyauterie soumise, comprenant les informations en sa possession sur ses caractéristiques et celles obtenues suite aux contrôles réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats :

Les massifs de rétention des réservoirs soumis ne sont pas répertoriés comme un équipement indépendant. Ils sont toutefois pris en compte au travers des réservoirs. En effet des points de contrôles relatifs aux rétentions sont présents dans le plan de contrôle des réservoirs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant recensera les massifs de rétention soumis au PMII comme des équipements indépendants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : 8) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : Comme pour les autres équipements, l'exploitant n'a pas réalisé d'état initial pour les massifs de rétention. L'ensemble des contrôles réalisés est archivé. Le programme d'inspection correspond à celui des réservoirs, et comprend une inspection mise en œuvre annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser un état initial de ses massifs de rétention soumis, comprenant les informations en sa possession sur leurs caractéristiques et celles obtenues suite aux contrôles réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : 9) SGS - PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
--

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - PMII

Prescription contrôlée :

[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées. Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le recensement des équipements soumis à la réglementation liée au vieillissement (PM2I) a été réalisé par l'exploitant. Ils sont présentés sur des fichiers (tableurs), avec d'autres équipements. Ces tableurs manquent d'informations permettant d'identifier les équipements soumis, en effet ils sont surlignés mais aucune légende n'est présente, les massifs de rétention n'apparaissent pas et le diamètre des tuyauteries n'est pas mentionné.

Aucun dossier spécifique n'a été réalisé pour les équipements soumis au PM2I.

Le SGS manque de robustesse, car il ne définit pas les actions pour permettre ce recensement et l'élaboration d'un dossier par équipement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des compléments doivent être apportés sur le recensement des équipements, notamment afin d'identifier clairement les équipements soumis.

Pour chaque équipement soumis au PM2I, l'exploitant doit réaliser un état initial et doit identifier les modes de dégradation envisageables et présenter la stratégie pour le contrôle de l'état de l'équipement qui en découle. Ce dossier doit être mis à jour et la stratégie questionnée tout au long de la vie de l'équipement (suites aux inspections, réparations,...).

Le SGS doit définir les actions mises en œuvre permettant le recensement des équipements

soumis au PM2I et l'élaboration d'un dossier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : 10) Emissions diffuses de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses de poussières générées par l'exploitation de ses installations. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières.</p> <p>Arrêté préfectoral du 11 mai 2000 portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement 9°) Prévention de la pollution atmosphérique Article 9-6 : Toutes précautions seront prises afin de limiter des émissions diffuses de poussières lors du chargement ou du déchargement des produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du chargement d'un camion citerne de produits pulvérulents minéraux en vrac (au niveau du bâtiment P2), l'inspection des installations classées a constaté un rejet diffus de poussières susceptible d'être à l'origine de nuisances.</p> <p>Conformément à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, TIMAC AGRO procède à l'autosurveillance des émissions de poussières.</p> <p>Depuis 2024, l'exploitant procède à une surveillance semestrielle des retombées (fréquence trimestrielle de 2021 à 2023). Selon le bilan environnemental 2024, les résultats des campagnes de mesures montrent une concentration moyenne de 94,5 mg/m²/jour. S'agissant des rejets d'eau pluviales, un dépassement de la valeur des matières en suspension (MES) a été observé lors de la campagne d'avril 2024 (38 mg/L pour une VLE fixée à 35 mg/L). L'exploitant indique le remplacement en 2025 du débourbeur et mentionne la réalisation d'un contrôle caméra de 90% des réseaux d'eaux pluviales du site afin de vérifier leur état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de proposer et mettre en œuvre des mesures visant à limiter l'émission de poussières lors des opérations de chargement de produits pulvérulents dans les camions citerne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois